

LE FRONT LATINO-AMÉRICAIN DES ÉTATS-UNIS

Le Southcom intensifie son occupation militaire de l'Équateur



Les troupes du Southern Command (Southcom) du Pentagone sont actuellement en Équateur. Elles ont investi le pays avec l'accord du président Lucio Gutiérrez. Grâce à plusieurs accords signés entre les deux pays, l'armée des États-Unis jouit d'une grande liberté d'action : immunité de ses troupes, totale liberté d'entrée et de sortie du territoire, droit d'utilisation des ports maritimes et des bases aériennes, etc. Le Southcom, spécialisé dans la lutte antiguérilla, justifie son occupation du pays par la guerre aux « narcotraficants » conduite dans le cadre du « Plan Colombie ». Une enquête de notre correspondant en Équateur, Marcelo Larrea.

page 2

La division de l'Irak passe par l'étranglement du « triangle sunnite »

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Leslie H. Gelb affirme que la partition de l'Irak permettra la mise au pas du « triangle sunnite » en le privant des ressources du pétrole extrait dans les régions à majorité chiite et kurde. S'inspirant de l'exemple yougoslave, il prédit un nettoyage ethnique des minorités dans la région sunnite qui devra être géré par l'ONU puisque les troupes états-uniennes se seront retirées au Nord et au Sud de l'Irak où ils concentreront les efforts de reconstruction.

page 9

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Ariel Sharon déclare envisager une modification du tracé du mur de séparation afin d'en accélérer la construction

■ Le conseil de gouvernement transitoire irakien interdit son sol à la télévision Al-Arabiya

■ Le Mossad coordonnera les efforts israéliens pour faire cesser le programme nucléaire iranien

■ Les États-Unis demandent à l'Autorité palestinienne de reconnaître le gouvernement irakien

■ Soumis à la pression des États-Unis, l'Autorité palestinienne durcit sa politique à l'égard des organisations terroristes

page 15

LA CHRONIQUE DE L'EMPIRE DE THIERRY MEYSSAN

Afghanistan, Irak : la Coalition conserve ses méthodes



Depuis le 11 septembre 2003, le plan d'intervention militaire des États-Unis dans le monde se déroule implacablement. Prétendant un lien jamais démontré entre le régime des Talibans et les attentats survenus à New York et Washington, les gouvernements Bush et Blair ont pris le contrôle de l'Afghanistan. Pour conduire cette action coloniale à moindres frais et sans heurter la communauté internationale, ils ont suivi huit règles simples qui ont été réemployées, presque à l'identique, pour l'Irak.

page 5

Le front latino-américain des États-Unis

Le Southcom intensifie son occupation militaire de l'Équateur

Les troupes du Southern Command (Southcom) du Pentagone sont actuellement en Équateur. Elles ont investi le pays avec l'accord du président Lucio Gutiérrez. Grâce à plusieurs accords signés entre les deux pays, l'armée des États-Unis jouit d'une grande liberté d'action : immunité de ses troupes, totale liberté d'entrée et de sortie du territoire, droit d'utilisation des ports maritimes et des bases aériennes, etc. Le Southcom, spécialisé dans la lutte antiguérilla, justifie son occupation du pays par la guerre aux « narcotraficants » conduite dans le cadre du « Plan Colombie ». Une enquête de notre correspondant en Équateur, Marcelo Larrea.



Photo : USA Southern Command.

Pendant que Bagdad était assiégée, puis prise après une résistance sanglante et inégale, l'Équateur était investi par des soldats, des mercenaires, des radars, des systèmes d'espionnage satellitaire, des avions, des hélicoptères et des navires de guerre. L'occupation militaire de l'Irak a été menée au nom de la guerre contre le terrorisme et pour répondre à une supposée menace nucléaire, dont jusqu'à aujourd'hui ni le président états-unien George W. Bush ni le premier ministre britannique Tony Blair n'ont été

capables de prouver l'existence. À la différence de l'Irak, l'Équateur est occupé par le Southern Command (Southcom) du Pentagone avec l'accord du président Lucio Gutiérrez. Le prétexte invoqué est la guerre au « narcotrafic » menée dans le cadre du « Plan Colombie ».

1999-2003 : l'Équateur se plie aux exigences du Pentagone

En 1999, à l'occasion de la cession aux États-Unis de la base aérienne de Manta, pour une durée de dix ans, le président équatorien, Jamil Mahuad, et son ministre des Affaires étrangères, Benjamin Ortiz, inaugurent un nouveau genre de diplomatie. Le pays accorde aux soldats états-uniens, ainsi qu'aux mercenaires liés par contrat, l'immunité diplomatique, l'exonération d'impôts et une totale liberté d'entrée et de sortie du territoire. Le 21 janvier 2000, le président Mahuad est renversé au cours d'une insurrection populaire. Mais les bonnes relations qu'il a noué avec Washington perdurent sous ses successeurs : Gustavo Noboa et maintenant de Lucio Gutierrez.

Des accords postérieurs cèdent aux États-Unis le droit d'utiliser tous les ports maritimes et les bases aériennes équatoriennes en cas d'urgence dûment définis... par eux-mêmes. Les accords comprennent la construction d'une École des opérations Ribereñas, au sein du bataillon de l'infanterie de marine de San Lorenzo qui se trouve dans le plus important port de grande profondeur à la frontière colombienne. Le Southcom y investira cinq millions de dollars et y installera un radar et deux vedettes fluviales mitrailleuses.

Le 5 septembre dernier, sans aucune publicité, le ministre des Affaires étrangères, Patricio Zuquilanda, signe un accord avec un attaché de l'ambassade des États-Unis à Quito, Arnold Chacón. Cet accord octroie au Southcom le droit de construire et de diriger trois centres de stockage destinés à fournir une assistance face aux risques du phénomène climatique « El Niño ». Les centres seront installés dans trois provinces : Guayas non loin de l'Océan, Azuay dans les Andes au sud du pays, et Sucumbios à la frontière chaude avec la Colombie. Ces deux dernières régions, situées à l'intérieur des terres, ne subissent pourtant aucune influence d'El Niño, dont les effets se font sentir le long des côtes pacifiques. Par ailleurs, l'accord soustrait le Southern Command de toute responsabilité vis-à-vis de la législation nationale. Toute controverse se règlera selon les lois des États-Unis.

Cet accord et celui concernant la base de Manta n'ont pas été approuvés par le Congrès, comme le prévoit pourtant l'article 161 de la Constitution équatorienne.

Régionalisation du conflit colombien

Ces épisodes qui peuvent étonner dans n'importe quel autre pays, s'ajoutent au conflit croissant provoqué par les États-Unis entre la police et les forces armées. L'aide non militaire à la police est passée de 2 millions de dollars en 2001 à 37 millions en 2003. L'objectif est de transférer à la police la lutte contre le « narcotrafic » et le terrorisme, jusque-là confiée aux militaires. Ces investissements ont aussi pour conséquence de mettre en concurrence l'armée et la police face aux attentes de Washington.

Les États-Unis possèdent par ailleurs sept bureaux pour les affaires de sécurité en Équateur, coordonnés et dirigés par le département d'État. L'ancien agent de la CIA, **Philip Agee**, explique que l'US Agency for International Development

(USAID) avait, pendant les années 60, pour fonction de masquer les opérations de la CIA en Équateur. Cette agence travaille aujourd'hui sur différents fronts, notamment l'infiltration des mouvements sociaux et politiques à travers des ONG et des programmes d'aide sociale et de construction d'infrastructures à la frontière avec la Colombie.



Carte : CIA / The World Factbook.

Dans le même temps, le président Gutiérrez persiste à engager les troupes équatoriennes dans le bourbier du Plan Colombie. Le colonel à la retraite Jorge Brito dénonce le fait qu'il y ait d'ors et déjà des accords pour la réalisation d'opérations conjointes des armées de terre colombienne et équatorienne contre la guérilla. Cette politique correspond à l'objectif du Pentagone de régionaliser le conflit. Le Southcom avance ses positions sur le territoire équatorien, appliquant ainsi une nouvelle stratégie d'occupation militaire.

Marcelo Larrea

*Marcelo Larrea est directeur de la revue équatorienne El Sucre et collaborateur de la **Red Voltaire**.*

Traduction : Cécile Casen / **El Juguete Rabioso** (Bolivie)

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan. ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF. Prix de vente au numéro : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS. Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €. Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €. Paiement électronique sécurisé par Écopay : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

Chaque semaine, dans sa Chronique de l'Empire, Thierry Meyssan analyse la dérive du régime de George W. Bush et le bouleversement des relations internationales. Tandis que la violence des événements réduit les citoyens au rôle de simples consommateurs du spectacle médiatique, il fait apparaître la cohérence militaire, économique et idéologique de l'Empire global. Loin de l'infotainment et des commentaires consensuels, de la pseudo-objectivité neutraliste et de la fatalité, cette chronique livre un point de vue argumenté et engagé.

CHRONIQUE DE L'EMPIRE

La Chronique de l'Empire de Thierry Meyssan

Afghanistan, Irak : la Coalition conserve ses méthodes

Depuis le 11 septembre 2003, le plan d'intervention militaire des États-Unis dans le monde se déroule implacablement. Prétextant un lien jamais démontré entre le régime des Talibans et les attentats survenus à New York et Washington, les gouvernements Bush et Blair ont pris le contrôle de l'Afghanistan. Pour conduire cette action coloniale à moindres frais et sans heurter la communauté internationale, ils ont suivi huit règles simples qui ont été réemployées, presque à l'identique, pour l'Irak.

1) Les États-Unis ont maintenu le plus grand secret sur les négociations qu'ils poursuivaient avec les Talibans, lors d'une série de conférences qui se sont tenues à Berlin en juin et juillet 2001, puis à Londres et Genève, de sorte que l'opinion publique internationale ignore leurs intérêts dans la région et que les Talibans ont cru pouvoir négocier jusqu'au dernier moment et éviter la guerre.

2) Ils ont planifié le changement de régime. L'ancien roi Zaher Shah, en exil à Rome, étant atteint de sénilité ne pouvait être rétabli sur le trône, mais il légitimerait la transition. Un ami des Bush, ayant la double nationalité états-unienne et afghane, Hamid Karzaï dirigerait un gouvernement fantoche dans lequel on introduirait quelques chefs de guerre locaux. Rappelons que ce projet a été rejeté par la France et le secrétariat général de l'ONU, dans un communiqué commun daté du 17 juillet 2001, preuve que toutes les chancelleries savaient ce qui allait se passer.

3) Les états-majors de la Coalition ont utilisé des couvertures plausibles au déploiement de leurs troupes sur zone. Compte-tenu du caractère périodique des manœuvres navales britanniques en mer d'Oman, personne ne s'inquiéta de

cette présence en août 2001, ni ne remarqua qu'il s'agissait du plus important déploiement naval britannique depuis la guerre des Malouines. De même, de prétendues manœuvres de l'OTAN masquèrent le transport de 40 000 GI's en Égypte.

4) Les attentats du 11 septembre fournirent l'alibi. Soulignons qu'à ce jour, aucune enquête judiciaire n'a été conduite aux États-Unis pour établir les modalités de ces attentats et identifier les commanditaires. Il n'y a pas eu non plus d'enquête parlementaire. La seule version que nous avons de ces événements est celle que nous a donnée, sans preuve, l'administration Bush. Cependant, une enquête parlementaire relative au fonctionnement des services secrets a recensé une douzaine d'alertes parvenues aux plus hautes autorités avant les attentats, de sorte qu'on ne peut plus dire que l'administration Bush a été prise par surprise. Au minimum, elle a laissé faire pour tirer parti des événements, comme l'ont établi des parlementaires états-uniens, au pire, comme je pense l'avoir démontré, une faction de cette administration a commandité ces attentats. Quoi qu'il en soit, l'administration Bush a prétexté de ces événements pour accuser l'Émirat des Talibans de complicité, et habiller son expédition coloniale en riposte de légitime défense. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est laissé endormir par Colin Powell, qui lui a promis un rapport détaillé sur l'implication des talibans dans le complot du 11 septembre ; rapport qui n'a jamais été remis, ni même rédigé. Et le Conseil a fait semblant de considérer qu'une riposte différée d'un mois relevait de la légitime défense, alors qu'elle évoquait au mieux la vengeance.

5) La Coalition anglo-états-unienne a limité l'emploi de ses forces et a fait soustraire l'essentiel des combats par les Afghans eux-mêmes. Elle a acheté des chefs de guerre à coups de millions de dollars, puis les a équipés en matériel et lancé à l'assaut de l'Émirat taliban.

6) Les communiqués de Washington ont conditionné l'opinion publique internationale, avec la connivence des grands groupes de presse, pour la rendre consciente de l'obscurantisme des Talibans. Dès lors, l'idée de leur renversement apparaissait comme une libération. On a donc relooké les chefs de guerre non-Talibans et leurs hommes avec des uniformes pour que leurs bandes aient l'air d'armées régulières. Pour donner une cohérence au scénario le « Front islamique » a été renommé « Alliance du nord ».

7) Enfin, les États-Unis ont fait avaliser *a posteriori* toute l'opération par l'ONU à l'occasion de la conférence de Bonn. Dans une belle mise en scène, les leaders afghans se sont partagés les places encore disponibles d'un cadre entièrement fixé à l'avance.

8) Deux ans plus tard, l'Afghanistan est toujours en ruines. Le pays est livré au chaos, à l'exception de la ville de Kaboul. La torture est toujours pratiquée, non plus par les Talibans, mais par le nouveau régime et les troupes US de la base de Bagram. Le ministère des Vices et des vertus, tant décrié à juste titre à l'époque talibane, a été rétabli. Et l'on s'appête à promulguer une constitution islamiste.

Comparons maintenant avec ce qui s'est passé en Irak.

1) La Coalition a conduit des négociations secrètes avec Saddam Hussein à Londres par l'entremise d'un homme d'affaire bi-national qui était en contact avec Richard Perle et le Pentagone. De sorte que l'opinion publique internationale n'ait pas conscience des objectifs précis des états-uniens en Irak et que le tyran de Bagdad a cru pouvoir négocier jusqu'au dernier moment et éviter la guerre.

2) Les anglo-états-uniens ont planifié le changement de régime. À la différence de l'Afghanistan, ils n'ont pas fait appel à un prétendant au trône pour légitimer l'installation d'un gouvernement fantoche. Ils ont en effet ici le projet de démanteler l'Irak à moyen terme, en trois ou quatre États distincts. Ils ont donc sélectionné à la fois un gouvernement de transition et des dirigeants pour les États à venir. Ils ont remis en selle le prétendant hachémite au trône, et publicisé une marionnette, Ahmed Chalabi. Ils n'ont pas eu besoin d'éliminer les leaders alternatifs, puisque Saddam Hussein s'en était chargé avant eux.

3) La Coalition a masqué le déploiement de ses troupes en évoquant l'installation de nouveaux accords de défense dans la région. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, le vice-président Cheney a négocié en personne l'implantation de bases militaires US au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan dans le cadre du développement des accords Central Asia Battalion (CENTRASBAT) de la Communauté économique d'Asie centrale. Tandis que le Military Traffic Management Command (MTMC) a mis en place un pont aérien et a rénové gratuitement des axes ferroviaires pour acheminer le matériel sur zone.

4) La prétendue détention d'armes de destruction massive et les prétendus liens avec Al Qaïda ont servi d'alibis. Des cellules spéciales d'intoxication ont été installées au Pentagone (le Bureau des plans spéciaux) et au ministère britannique de la Défense (la cellule Rockingham) pour faire tourner les inspecteurs de l'ONU en bourrique et tromper l'opinion publique internationale. Pourtant, selon le *Washington Post*, l'ordre d'attaquer l'Irak n'a pas été signé par George W. Bush à l'issue de toute cette polémique, mais le 17 septembre 2001, avant la controverse.

5) La Coalition a souhaité limiter l'emploi de ses forces en faisant appel aux factions locales. Elle a fabriqué de toutes pièces une soi-disant armée du Congrès national irakien, qui n'a en définitive existé que devant les caméras et n'a jamais tiré un coup de feu. Elle s'est appuyé avec plus d'efficacité sur les partis kurdes, qu'elle avait pourtant combattu par le passé aux côtés des troupes turques. Et elle s'est totalement trompée quant à un éventuel soulèvement des tribus et des chiites. Cependant, elle a réussi à vaincre sans livrer de bataille importante, mais en achetant à coup de millions de dollars la reddition des généraux de Saddam Hussein.

6) On a influencé l'opinion publique internationale pour la rendre conscience

des crimes de Saddam Hussein, et l'on pas hésité à en rajouter (lire à ce sujet Huit légendes médiatiques sur l'Irak). On a évidemment réécrit l'histoire puisque la plupart de ces crimes ont eu lieu à l'époque où Saddam Hussein était en excellents termes avec les Occidentaux et où ses forces de répression étaient encadrées par la CIA.

7) La Coalition a fait avaliser *a posteriori* l'invasion de l'Irak, en faisant adopter par le Conseil de sécurité une résolution reconnaissant l'Autorité provisoire. Et l'on vend aux enchères les maroquins ministériels, qui s'accompagnent de traitements et d'avantages substantiels, mais n'ont aucun pouvoir car ils sont tous « doublés » par des officiers de la Coalition.

8) Enfin, six mois plus tard, l'Irak est en ruines. Le chaos règne partout, y compris à Bagdad. La torture est toujours pratiquée, mais cette fois par les Forces spéciales US installées à l'aéroport de Bagdad. Le Pentagone envisage de rétablir au plus vite un pouvoir fort, composé d'anciens baasistes encadrés par des officiers US. La Constitution ne sera pas promulguée avant six mois, voire plusieurs années, et ce pays laïque deviendra alors un État islamique.

On dit que l'Histoire ne se répète jamais exactement de la même manière. En tous cas, les méthodes de la Coalition anglo-états-unienne ne changent pas.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

La division de l'Irak passe par l'étranglement du « triangle sunnite »

Analyse

Shlomo Avineri trouve un motif de satisfaction aux attentats en Turquie : l'inévitable implication du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan dans la guerre au terrorisme. Il explique aux lecteurs du *Jerusalem Post* que les puissances occidentales ne peuvent pas vaincre le terrorisme seules car l'absence d'implication de pays musulmans dans cette guerre pousse leurs populations à la voir comme une guerre contre l'Islam. Vues les racines islamiques de l'AKP d'Erdogan et la non-participation de la Turquie à la guerre en Irak, Avineri espère que l'aide turque donnera une légitimité à la politique de Washington contre le terrorisme. Malheureusement pour l'analyste israélien, si le gouvernement turc a annoncé qu'il allait intensifier les recherches pour retrouver les auteurs des attentats, il n'a pas pour autant adhéré à cette rhétorique. Ainsi, le Premier ministre turc a mis en doute l'implication d'Al Qaïda dans ces attentats et les a associés aux événements en Irak. En outre, l'avenir du Kurdistan irakien, dont Avineri soutient l'indépendance, continue d'alimenter le débat entre Ankara et Washington.

Leslie H. Gelb revient dans le *New York Times* sur la partition de l'Irak dans des termes proches de l'argumentaire de Shlomo Avineri mais en y ajoutant une dimension : cette scission peut permettre la mise au pas du « triangle sunnite » en le privant des ressources du pétrole extrait dans les régions à majorité chiite et kurde. S'inspirant de l'exemple yougoslave, il prédit un nettoyage ethnique des minorités dans la région sunnite qui devra être géré par l'ONU puisque les troupes états-uniennes se seront retirées au Nord et au Sud de l'Irak où ils concentreront les efforts de reconstruction. Le centre sunnite devra alors se

plier aux volontés de Washington ou payer le prix de son attachement à la souveraineté irakienne. Il s'agit du dernier raffinement apporté au plan Perle de découpage de l'Irak ouvrant la voie à la déportation des Palestiniens.

Franck Gaffney, le coordinateur des « faucons » états-uniens, condamne dans le *Washington Times* la rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) affirmant qu'il n'y a pas de preuves de l'existence d'un programme nucléaire militaire en Iran et que Téhéran n'a, par conséquent, pas violé le Traité de non-prolifération. Cette tribune entre dans le cadre d'une campagne de presse qui, selon l'ancien inspecteur en armement Scott Ritter, vise à intimider l'AIEA pour la pousser à rendre des conclusions plus favorable aux positions de Washington en vue d'un « changement de régime ».

Mansoor Ijaz et Malalai Wassil s'inquiètent dans le *Christian Science Monitor* du possible abandon par Washington de son programme d'aide au système éducatif afghan anéanti par 23 ans de conflit. Pour eux, renvoyer à l'école les femmes et les hommes qui n'ont pu bénéficier de l'enseignement du fait des guerres successives est le seul moyen de combattre le recrutement des Afghans par les groupes extrémistes.

Au lendemain du sommet Blair-Chirac sur la défense européenne commune qui a vu la décision de créer une force de frappe européenne, *The Independent* reproduit un discours de Lord Robertson, le secrétaire générale de l'Alliance atlantique. Il affirme que, contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs, l'OTAN n'est pas obsolète et continue d'être la clé de voûte de la défense de l'Europe, et du monde, contre le terrorisme et les armes de destruction massive. Il voit dans le travail en commun des armées européenne et états-unienne pendant la Guerre froide, la source de la bonne entente sur le terrain des troupes des pays de l'OTAN engagés en Irak, un argument qui ne risque pas de convaincre les pays partisans d'une défense européenne autonome.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un

« Les poseurs de bombes ont-ils commis une erreur ? »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Have the bombers blundered ? », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 25 novembre 2003.

Suite aux attentats contre deux synagogues et des institutions britanniques à Istanbul, **Recep Tayyip Erdogan** est dans une position inhabituelle puisqu'il est à la fois à la tête d'un parti aux racines islamique tout en devant faire face au défi posé par les terroristes fondamentalistes islamiques.

Jusqu'ici, le gouvernement de l'AKP a été une bonne surprise puisqu'il a respecté l'ordre constitutionnel et a fait adopter des lois soutenant les Droits de l'homme en Turquie. Ces mesures ont été prises pour faciliter l'entrée dans

institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

l'Union européenne mais cela ne diminue pas leur impact puisqu'elle démontre que l'AKP veut pousser la Turquie vers l'Europe. Aujourd'hui, suite aux attaques, Erdogan fait face au plus grand défi de sa carrière.

En s'attaquant au terrorisme fondamentaliste, il peut démontrer que l'Islam est multiple et qu'un parti musulman peut combattre le terrorisme. Cet engagement donne même une nouvelle tournure à la guerre au terrorisme. Les interventions en Afghanistan et en Irak ont montré que les pays occidentaux avaient peu de chances de gagner la guerre contre le fondamentalisme islamique. Seuls les musulmans peuvent gagner cette guerre en la menant au nom d'une vision modérée de l'Islam tandis que les occidentaux risquent de pousser les musulmans à croire que la guerre au terrorisme est une guerre contre l'Islam.

En commettant des attentats en Turquie, les terroristes ont commis une erreur fatale. Désormais un gouvernement ayant une crédibilité chez les musulmans en raison de ses racines idéologiques et de son refus de participer à la guerre en Irak à participer à la guerre au terrorisme. Erdogan peut réussir là où les Occidentaux ont échoué et ainsi se rapprocher de l'Europe.

Leslie H. Gelb



Leslie H. Gelb est ancien rédacteur et éditorialiste du *New York Times*. Il est président émérite du Council on Foreign Relations, ancien membre de la Carnegie Endowment for International Peace et ancien fonctionnaire du Pentagone.

« La solution des trois États »

Source : *New York Times*

Référence : « The Three-State Solution », par Leslie H. Gelb, *New York Times*, 25 novembre 2003.

La nouvelle stratégie en Irak de **George W. Bush** et les propositions alternatives de ses opposants se heurtent à la réalité : l'Irak est un pays associant artificiellement trois communautés ethniques et sectaires qui ne sont demeurées unies que par la force.

Le président veut organiser des élections dans le pays mais cette annonce favorise les rumeurs de désengagements états-unis. Des sénateurs influents veulent envoyer plus de troupes en Irak mais le Congrès et la **Maison-Blanche** s'y refusent et il est trop tard pour internationaliser l'occupation car l'ONU refuse d'assumer cette responsabilité cauchemardesque. La seule solution est donc de créer trois entités : une kurde au Nord, une sunnite au centre et une chiite au Sud. Il faut quitter le triangle sunnite et attendre que les sunnites, privés de pétrole et de revenus pétroliers modèrent leurs ambitions ou payent les conséquences de leurs actes.

L'Irak uni a été utile contre l'Iran après la révolution islamique et après la guerre du Golfe il fallait garder l'unité du pays pour éviter que la Syrie, la Turquie et l'Iran ne se disputent les morceaux du pays mais aujourd'hui les choses ont changé. Si les Kurdes n'incitent pas à l'insurrection en Iran ou en Turquie, Téhéran et Ankara s'accommoderont de leur indépendance. Si un État chiite peut devenir une théocratie ou tomber dans l'orbite iranienne, rien ne le laisse présager pour l'instant.

La Yougoslavie est un exemple d'échec d'union de populations disparates autrement que par la force. L'Irak a été construit par l'unification de trois

provinces ottomanes différentes placées sous le contrôle d'un monarque soutenu par les forces britanniques puis des ba'asistes. Aujourd'hui, les sunnites tirent profit de l'unité car leur territoire est pauvre en pétrole mais ni les chiïtes, ni les kurdes ne veulent d'un pouvoir central.

Il faut tout d'abord faire du Nord et du Sud des régions autonomes à qui on confiera l'argent accordé par le Congrès et où on organisera des élections libres. L'ONU s'occupera de la région sunnite et devra protéger les minorités de cette région car elles souffriront peut-être de mesures de rétorsion et devront partir au Nord ou au Sud. Les États-Unis, dont les troupes seront redéployées au Nord et au Sud, devront lutter contre les insurrections organisées par les sunnites. Enfin, il faudra organiser une réunion entre les responsables des trois régions pour parvenir à un accord final.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Ca ne vaut rien »

Source : Washington Times

Référence : « A non-starter », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 25 novembre 2003.

La réponse de l'ONU et de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique** (AIEA) à la découverte d'un programme nucléaire en Iran est la preuve qu'il n'y avait pas d'alternative à l'invasion de l'Irak. Dans les derniers mois, il est devenu évident que le clergé radical iranien a violé ses obligations du Traité de non-prolifération qui autorise un pays à acquérir des technologies nucléaires à des fins pacifiques à condition qu'il ne les détourne pas à des fins militaires. En outre, les Iraniens ne se sont pas cachés du fait qu'ils travaillent à la construction de missiles de longues portées capables d'envoyer des armes de destruction massive sur Israël.

Comme à son habitude, la communauté internationale a exprimé sa préoccupation, voire a dénoncé la politique iranienne, mais n'a rien fait. Ainsi, à Vienne lors de la réunion de l'AIEA, l'organisation a décrit les moyens mis en place par l'Iran pour enrichir son uranium avant de conclure qu'il n'y avait pas de « preuves » que l'Iran a un programme nucléaire militaire. **Mohamed ElBaradei** utilise les mêmes précautions de langage que **Hans Blix** quand il souhaitait éviter de condamner l'Irak et, comme dans le cas de l'Irak, la France et l'Allemagne, cette fois soutenus par le Royaume-Uni, tentent d'empêcher les États-Unis de dénucléariser l'Iran.

Tareq Aziz aurait affirmé que la France et la Russie avaient promis à Saddam Hussein qu'ils empêcheraient les États-Unis d'attaquer l'Irak à l'ONU. Tant que des pays bloqueront les États-Unis en Irak, en Iran ou en Corée du Nord, il est illusoire de penser que nous pouvons « internationaliser » notre politique.



Mansoor Ijaz est codirecteur, avec James Abrahamson, de la société internationale de gestion de portefeuille Crescent Partnerships, à New York. Il est états-unien d'origine pakistanaise et expert de Benador Associates. En 1997, il a négocié l'offre de lutte anti-terroriste de l'administration Clinton vis-à-vis du Soudan, puis le cessez-le-feu entre les groupes musulmans et le gouvernement indien au Cachemire, en 2000. Il est membre du Council on Foreign Relations et analyste sur les questions de relations internationales et de terrorisme pour *Fox News*.

Malalai Wassil est une états-unienne d'origine afghane ayant quitté son pays en 1983 et actuellement étudiante en droit à New York.

« Tenir le cap en Afghanistan »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Holding the line in Afghanistan », par Mansoor Ijaz et Malalai Wassil, *Christian Science Monitor*, 25 novembre 2003.

Avec la reconstruction de l'Irak entachée par la guérilla d'Al Qaïda et la résurgence des Talibans au Pakistan et en Afghanistan, les politiciens ont perdu de vue les politiques à long terme pour stabiliser la région alors qu'elles sont essentielles pour priver les légions de Ben Laden de nouvelles troupes. Pour cela, il faut réorganiser le système éducatif de pays comme l'Afghanistan. Après 23 ans de conflits, le système éducatif de l'Afghanistan est le pire du monde et aujourd'hui seuls 35 % des garçons et 3 % des filles vont à l'école primaire. Al Qaïda a pu prospérer sur ce vide en recrutant les jeunes hommes et en leur apprenant uniquement à combattre pour le Jihad. Les efforts amorcés pour reconstruire le système éducatif d'Afghanistan et du Pakistan, où l'extrémisme prospère toujours, apporteront des résultats à la rentrée 2004 mais ils ne porteront leur fruit que si l'engagement financier se fait sur le long terme. Les premiers résultats en Afghanistan sont encourageants mais il faut faire plus.

Il faut déployer plus de moyens et surtout dans l'éducation des femmes et des mères. La femme reste au cœur de la famille musulmane traditionnelle et les mères instruites empêcheront leurs fils de se joindre à Al Qaïda. Le gouvernement états-unien doit faire accepter au gouvernement afghan et aux seigneurs de guerre que les filles doivent avoir accès à l'éducation et Washington doit tenir ses engagements financiers pour permettre de payer de meilleurs salaires aux enseignants.

Il faut également aider les Afghans de la « génération perdue », les Afghans entre 12 et 30 ans, et les faire réintégrer le système éducatif pour leur donner les connaissances de bases.

Lord Robertson of Port Ellen



Lord Robertson of Port Ellen est secrétaire général de l'OTAN. Il a été ministre britannique travailliste de la Défense (1997-1999).

« L'OTAN est apte à remplir sa tâche dans un nouveau monde »

Source : The Independent

Référence : « Nato is equal to the task of a new world par Lord Robertson of Port Ellen, *The Independent*, 25 novembre 2003. Cette tribune est résumée d'un discours prononcé devant l'English-Speaking Union.

Le sommet de Prague de l'année dernière qui faisait suite aux attentats du 11 septembre a prouvé l'erreur de tout ceux qui pensait que l'OTAN n'avait plus d'utilité après la Guerre froide. L'alliance avait déjà cessé depuis longtemps d'être un outil de la Guerre froide en assurant la paix et la sécurité en Bosnie, en mettant fin au nettoyage ethnique de Milosevic, en empêchant une guerre civile en Macédoine, en intégrant les nouvelles démocraties issues de l'Europe de l'Est et en organisant des discussions avec la Russie.

Le 11 septembre a tout changé mais l'OTAN a été à la hauteur de la tâche et est devenue le moteur du développement de plans militaires pour lutter contre le terrorisme et les armes de destruction massive. Cinquante ans de coopération militaire ont appris aux troupes états-uniennes et européennes à travailler ensemble et cela s'est concrétisé lors de la guerre du Golfe, dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak, que l'OTAN soit directement impliqué ou non.

L'OTAN est aussi au cœur d'un vaste système de partenariat incluant 46 pays qui forment un acteur clé dans la guerre au terrorisme.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

Ariel Sharon déclare envisager une modification du tracé du mur de séparation afin d'en accélérer la construction

Référence : « Sharon willing to reconsider route of West Bank separation fence », par Gideon Alon et Arnon Regular, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Le Premier ministre israélien Ariel Sharon a déclaré, dimanche 23 novembre 2003, qu'il n'était pas opposé à la réouverture de discussions sur le tracé du mur de séparation, afin que sa construction puisse être achevée dans un délai plus court et à prix moindre que le projet actuel.

Ces propos étaient une réponse à la proposition du ministre de la Justice, Yosef Lapid, qui a suggéré que le gouvernement modifie le tracé prévu afin d'en faciliter l'achèvement.

Ariel Sharon a, par ailleurs, exprimé son mécontentement quant aux critiques du mur formulées par certains ministres.

De son côté, le chef des services de renseignement du Shin Bet, Avi Dichter, a vanté l'efficacité de la portion de clôture construite de Salem à Kafr Qasem, qui justifie selon lui « *le coût de sa construction* ». Il a ajouté que des infiltrations de terroristes se poursuivent dans des zones où le mur doit encore être construit.

Revenant sur l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution soutenant la Feuille de route, sans inclure les 14 réserves israéliennes, le ministre des Finances, Benjamin Netanyahu, a déclaré que des mesures unilatérales d'Israël prises en faveur des Palestiniens, telles que les prévoit Ariel Sharon, pourraient causer de nombreux problèmes. Le ministre sans portefeuille, Uzi Landau, a également fortement critiqué cette idée, en indiquant que de telles mesures ne pourraient qu'encourager le terrorisme.

Le ministre des Transports, Avigdor Lieberman, a pour sa part déclaré qu'il n'était pas au courant d'un éventuel plan d'évacuation de colonies. Il ne s'agit selon lui que « *d'idées virtuelles* ».

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

Le conseil de gouvernement transitoire irakien interdit son sol à la télévision Al-Arabiya

Référence : « Iraq Bans Arabiya TV Channel », par Naseer Al-Nahr, *Asharq Al-Awsat*, publié par *Arab News*, 25 octobre 2003.

Le conseil de gouvernement transitoire irakien a décidé, lundi 24 novembre 2003, d'interdire à la chaîne de télévision satellitaire Al-Arabiya de travailler en Irak, en l'accusant d'avoir appelé indirectement au meurtre du leader sunnite qui avait souhaité une semaine de cessez-le feu dans le pays, pour célébrer la fin du Ramadan.

« Nous avons décidé d'interdire le territoire irakien à Al-Arabiya pour une durée indéterminée parce qu'elle a diffusé des invitations au meurtre et des incitations au meurtre, par la voix de Saddam Hussein », a déclaré le président actuel du conseil, Jalal Talabani.

Des poursuites judiciaires devraient également être engagées auprès des autorités judiciaires irakiennes. Il s'agira de la première procédure menée à l'encontre d'un organe de presse depuis la chute de Saddam Hussein, en avril 2003.

Al-Arabiya a annoncé, peu de temps après, que son bureau de Bagdad avait été fermé de force, et le contenu des bureaux saisi, tout en rejetant les accusations d'incitation au meurtre. Un peu plus tôt, la chaîne avait accepté de tenir compte de l'interdiction jusqu'à ce que soient achevées les poursuites judiciaires.

« Al-Arabiya continuera à diffuser en Irak, mais plus depuis le bureau de Bagdad », a ajouté Wihad Yaqub.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

Le Mossad coordonnera les efforts israéliens pour faire cesser le programme nucléaire iranien

Référence : « Mossad to coordinate efforts against Iran's nuclear program », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Le Premier ministre Ariel Sharon a décidé de nommer le chef du Mossad, Meir Dagan, comme responsable de la coordination des efforts israéliens pour faire cesser le programme nucléaire iranien.

Lors d'une réunion extraordinaire qui s'est tenue, dimanche 23 novembre 2003, le chef du gouvernement israélien a annoncé qu'il dirigerait personnel un comité ministériel sur la question iranienne, avec le ministre de la Défense,

Shaul Mofaz, et le ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom.

La comité devrait superviser la création d'un panel plus étendu, comprenant les responsables des différents services de sécurité et de renseignement, dirigés par Meir Dagan, qui coordonnera les activités de tous ces départements.

La Commission israélienne à l'énergie atomique se concentrera sur les aspects professionnels et techniques de la question et maintiendra une liaison permanente avec l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), à Vienne. Le ministère des Affaires étrangères sera responsable des démarches et contacts diplomatiques afin de convaincre les dirigeants du monde entier de la nécessité de prendre des mesures face à la menace iranienne. Le Conseil de sécurité nationale coordonnera les activités d'une commission israélo-états-unienne sur le sujet. Quant au Mossad, il s'occupera de maintenir des liens avec les agences de renseignement étrangères.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-unis. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les États-Unis demandent à l'Autorité palestinienne de reconnaître le gouvernement irakien

Référence : « PA will deal with Iraqi transitional gov't », par Lamia Lahoud, *Jerusalem Post*, 25 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Nabil Shaath, a déclaré, lundi 24 novembre 2003, que l'Autorité palestinienne allait discuter avec le Conseil de gouvernement transitoire irakien. Cette décision intervient après que le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, eût envoyé une lettre à son homologue palestinienne demandant à ce que l'Autorité palestinienne reconnaisse ce gouvernement.

« Nous allons adopter position de la Ligue arabe concernant le Conseil de gouvernement transitoire irakien. Nous allons discuter avec lui mais tout en l'encourageant à œuvrer pour des élections et l'établissement d'un gouvernement souverain issu du peuple irakien », a déclaré Nabil Shaath, avant d'admettre que cette démarche est importante car elle pourrait constituer une étape vers une amélioration des relations avec les États-Unis. Selon lui, « ceci constitue un progrès dans les relations entre les États-Unis et l'Autorité palestinienne, parce qu'habituellement, les Américains évoquent avec nous des questions liées aux problèmes israélo-palestiniens. Maintenant ils discutent de questions régionales et c'est très intéressant ».

Selon lui, Washington a revu à la baisse ses exigences en matière de sécurité, comme le prouve la liste de mesures à prendre transmises à Ahmed Qureih, qui ne réclame pas le démantèlement des organisations armées palestiniennes.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

Soumis à la pression des États-Unis, l'Autorité palestinienne durcit sa politique à l'égard des organisations terroristes

Référence : « Under U.S. pressure, PA plans security measures », par Gideon Alon, *Ha'aretz*, 24 novembre 2003.

Le Conseil de sécurité palestinien, sous la pression états-unienne, a ordonné aux forces de sécurité de prendre des mesures fermes afin d'assurer le calme et la tranquillité dans les territoires occupés. Le Conseil, dirigé par Yasser Arafat, a également annoncé qu'il allait élaborer un plan afin d'assurer que l'Autorité palestinienne puisse tenir ses engagements relatifs à la sécurité, imposés par la Feuille de route.

D'après des officiels palestiniens cités par *Ha'aretz*, des diplomates états-uniens auraient transmis à l'Autorité palestinienne une liste de mesures à prendre pour respecter la Feuille de route. « Ces mesures comprennent la récupération d'armes illégales, l'interdiction de démonstrations de force dans la rue, la fermeture utilisés pour le trafic à la frontière égypto-palestinienne, et la fouille de maisons pour y saisir des armes », selon un témoignage recueilli par Reuters.

Avi Dichter, le directeur des services de renseignement du Shin Bet, a déclaré, dimanche 23 novembre 2003, que les factions militantes armées palestiniennes étaient disposés à signer un accord qui leur permettrait de sortir de la clandestinité et d'assurer leur survie.